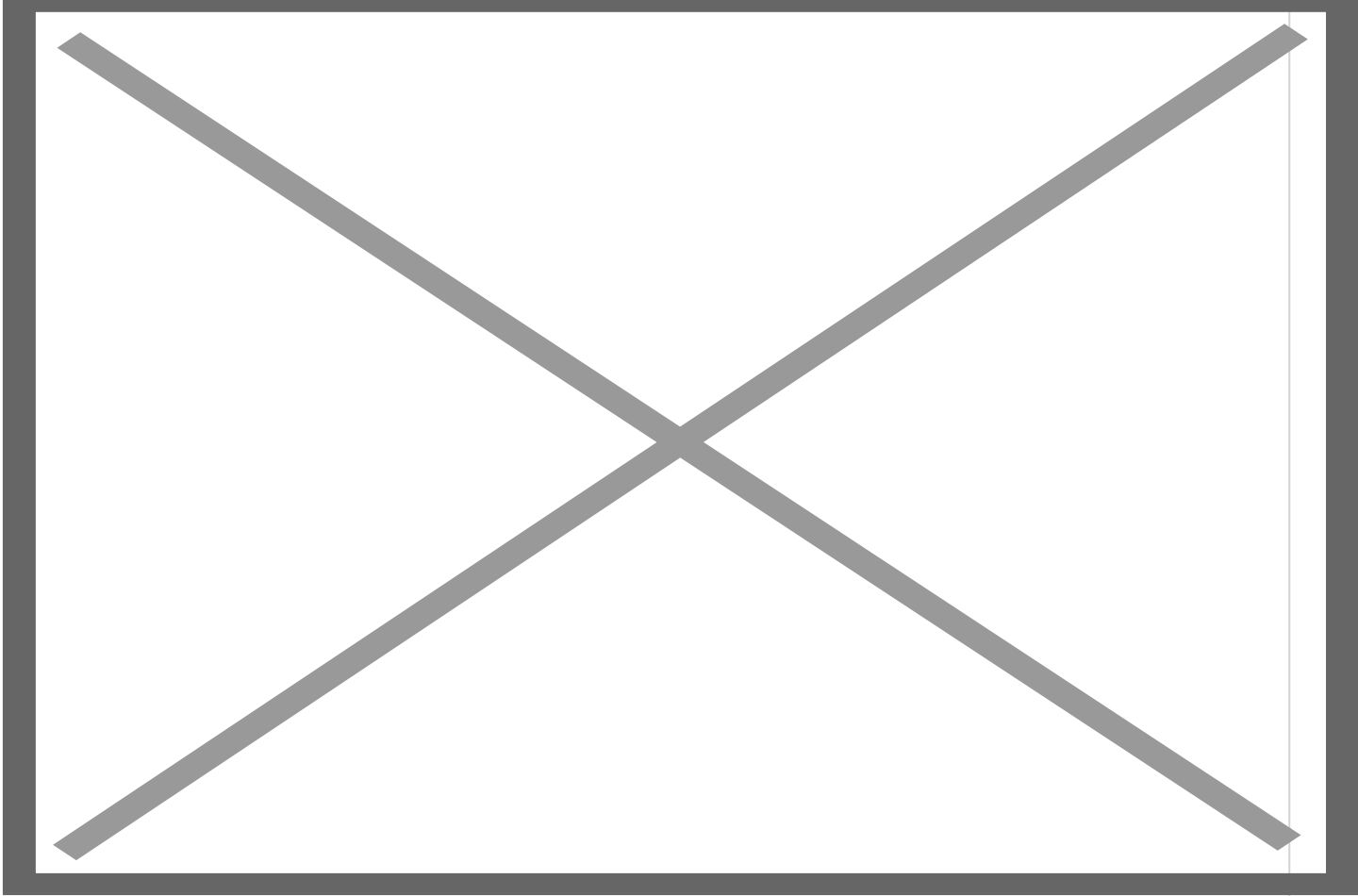


Le blocus, axe central de la politique états-unienne contre Cuba

Image not found or type unknown



La Havane, 30 nov. (RHC) Le blocus économique, commercial et financier imposé par les États-Unis à Cuba depuis plus de six décennies, intensifié ces dernières années, est resté l'axe central de la politique menée contre l'île en 2022.

Ses effets et conséquences cumulés ont conduit à une situation de pénurie de denrées alimentaires et de produits de base, ainsi qu'à des difficultés dans la production d'électricité, entre autres conséquences qui ont obligé le pays à faire des efforts supplémentaires et à dépenser des ressources pour faire face à ces problèmes.

Les dommages qu'elle cause ne peuvent être quantifiés, mais elle a un impact indéniable sur la vie quotidienne du peuple cubain, et constitue le principal obstacle au développement du pays.

L'inscription injuste et arbitraire de Cuba sur la liste unilatérale du département d'État des États présumés commanditaires du terrorisme aggrave la situation, car elle restreint les exportations, élimine la possibilité d'obtenir des crédits auprès des institutions financières internationales et limite l'octroi d'aides économiques, entre autres conséquences.

Début novembre, Cuba a présenté à l'Assemblée générale des Nations unies (AGNU) le rapport contre cette politique pour la trentième fois depuis 1999.

La résolution Nécessité de mettre fin au blocus économique, commercial et financier imposé par les États-Unis à Cuba a reçu le soutien de la majorité de la communauté internationale. 185 nations ont voté pour la fin des mesures coercitives unilatérales de Washington, face à l'opposition de la puissance du Nord et de son allié inconditionnel, Israël, tandis que le Brésil et l'Ukraine se sont abstenus.

Dans le cadre des débats de la 77e session de l'AGNU, plusieurs chefs d'État et de gouvernement ont demandé la levée de cette politique, qu'ils ont qualifiée d'injuste, de génocidaire et de contraire aux principes de la Charte des Nations unies et du droit international.

Le ministre des affaires étrangères Bruno Rodríguez a déclaré lors de la réunion : "Le peuple cubain mérite de vivre en paix. Chaque famille cubaine vivrait mieux sans le blocus. Les États-Unis seraient un meilleur pays sans le blocus de Cuba. Le monde serait meilleur sans le blocus".

Face aux tentatives de Washington d'asphyxier l'économie cubaine, des parlements, des personnalités, des figures gouvernementales, ainsi que des représentants de mouvements de solidarité et de diverses organisations et des Cubains à l'étranger, y compris aux États-Unis, font également entendre leur voix en signe de solidarité.

Malgré le rejet mondial évident, les États-Unis utilisent de multiples prétextes pour justifier une politique qui est moralement, légalement et aux yeux du droit international, insoutenable, affectant toutes les sphères de la vie à Cuba et en particulier les familles cubaines.

Source Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/nacionales/306559-le-blocus-axe-central-de-la-politique-etats-unienne-contre-cuba>



Radio Habana Cuba